

impératif et cassant pour quelle raison ils ne sont pas au travail.

C'est une dénonciation.

Le Président donne des explications sur les cas qu'il connaît et demande un délai pour procéder à une enquête.

Puis l'officier m'interpelle directement et me demande les raisons pour lesquelles certains hommes présentés au casernement ont été relâchés.

Encore des dénonciations.

Le commandant est très satisfait de lui-même, et me dit en souriant : « Vous voyez que je sais tout ».

Je fais immédiatement venir le registre du casernement et je fournis une explication pour chaque cas.

Quels sont les mouchards qui apportent ces renseignements ?

Je préfère ne pas les connaître.

Il faudra jouer serré.

8 Janvier

Victor Bismut est rentré de Bizerte et me rend compte de sa visite.

Son impression est mauvaise.

Les travailleurs sont surexcités depuis le départ des pseudo-malades.

Les anciens du premier convoi sont les plus véhéments.

D'interminables discussions ont lieu entre les chefs de section qui se disputent le commandement.

Le lieutenant Elfess a nommé, de sa seule intuition, un chef de camp auquel il donne son entière protection, sans tenir aucun compte des désignations du recrutement.

Les chefs de section protestent, le camp entier réclame la relève.

Bismut a fait de son mieux pour calmer les esprits.

Il a promis d'améliorer au maximum les condi-

tions d'existence, il a obtenu du lieutenant le départ d'une vingtaine de malades, indiscutables ceux-là.

Les autres ne rentreront que si un nombre égal est fourni en échange.

L'excitation s'est sensiblement calmée.

Bon travail.

* * *

Dans la matinée je vois arriver au casernement soixante-dix employés de la Compagnie des Tramways.

Il y en a de tous âges.

Tous sont licenciés et mis à la disposition du recrutement.

J'apprends leur histoire. Elle est lamentable.

Pour réparer les voies ferrées détériorées par les derniers bombardements, la compagnie des tramways a embauché un certain nombre de journaliers arabes, chargés de transporter les matériaux à pied d'œuvre.

Les réparations terminées, ces journaliers ont été licenciés.

Ils considèrent cette décision comme une injustice et adressèrent une pétition aux Autorités Allemandes, déclarant que la compagnie renvoyait tous les Arabes et conservait les Juifs.

Sans autre information, le colonel Rauff intima l'ordre au directeur de liquider sur l'heure tout le personnel juif, et de l'envoyer travailler dans les camps.

J'aperçois sur les rangs deux ingénieurs d'une haute valeur technique, des contrôleurs, des électriciens spécialisés, des wattmen.

J'interviens aussitôt auprès du commandant Zaewecke pour tenter d'atténuer la rigueur de cette décision.

L'un des ingénieurs, ancien combattant, pourra rentrer au service de la Compagnie.

L'autre sera affecté aux services techniques allemands.

Les hommes de plus de cinquante ans pourront reprendre leur emploi. Ceux de plus de quarante travailleront dans les services de la Communauté.

Les autres, cinquante environ, sont constitués en un groupe nouveau qui ne quittera pas Tunis et travaillera au Port.

Je répartis aussitôt dans les services les hommes laissés à ma disposition, ceux de plus de quarante ans.

Je choisis parmi eux un contrôleur, Emile Hayoun, qui assumera les fonctions de Chef du casernement.

Il remplira cette tâche ingrate d'une façon impeccable.

9 Janvier

Une véritable émeute s'est produite ce matin rue d'Alger devant le gueuloir.

Vers onze heures, deux cents travailleurs de l'Aouina se présentent très excités et profèrent des insultes et des menaces contre le service du recrutement et surtout contre son chef.

Georges Krief, Natal, Attias essayent de les calmer, mais c'est peine perdue. Les manifestants redoublent de violence.

J'accours aussitôt et je cherche à comprendre.

Ces travailleurs ont été avisés le matin par les Autorités Allemandes qu'ils étaient mutés et dirigés sur Bizerte. Ils doivent se présenter à la gare à quatorze heures.

Je m'évertue à leur expliquer que nous ne sommes pour rien dans cette décision dont nous n'avions pas connaissance.

Peine perdue.

« Nous ne partirons pas, même si l'on vous fusille tous. Commencez par envoyer les planqués ».